démocratieS
le média critique de la participation

À Montpellier, une caisse alimentaire solidaire

Pauline Scherer
Sociologue–intervenante, Laboratoire des communs de l'alimentation.

Une sécurité sociale de l'alimentation, qu'est-ce que ça veut dire ? Depuis 2022, à Montpellier, un collectif a mis en place un système redistributif qui permet aux participants et aux participantes de mieux accéder à une alimentation dont ils et elles ont défini ensemble les critères de qualité.

Pouvez-vous nous dire ce qu'est la caisse alimentaire commune de Montpellier ?

La caisse alimentaire commune de Montpellier est une expérimentation qui fonctionne depuis 2022. Elle réunit

actuellement quelques 600 foyers qui apportent une cotisation volontaire en fonction de leurs moyens et qui reçoivent chaque mois, selon la taille de leur famille, un budget en « monnaie alimentaire » dite Mona, d'une valeur de 100 à 220 euros. Cela leur permet d'acheter des aliments à des vendeurs conventionnés, dans des magasins ou sur des marchés.

La caisse est inspirée des principes qui étaient ceux de la sécurité sociale à son origine : des cotisations qui varient selon les revenus et des bénéfices proportionnels aux besoins (ce qui fait que certains reçoivent plus qu'ils ne donnent alors que pour d'autres, c'est l'inverse) ; des fournisseurs conventionnés, comme le sont les médecins dans le système de santé ; enfin, une vocation à l'universalité, c'est-à-dire à être ouverte à tous.

Comment est gérée cette caisse alimentaire commune ?

Elle est gérée par un Comité citoyen d'environ 60 membres. On y trouve des personnes engagées dans les associations à l'origine du projet ainsi que des citoyens et citoyennes volontaires. Globalement, la moitié des participants sont des personnes concernées par la précarité. Ils et elles sont tirés au sort parmi des candidates et candidates volontaires, au sein des participants à l'expérimentation, en veillant à une diversité en termes de revenus et d'âges.

Ce comité se réunit tous les mois. Il gère le budget, fixe les cotisations, définit les règles du conventionnement et les met en œuvre. Les règles du conventionnement sont au cœur du système car, avec la monnaie alimentaire, on doit pouvoir acheter seulement des produits définis par le groupe comme « de qualité ». Mais qu'est-ce qu'une alimentation de qualité ? Le Comité y a longtemps réfléchi, a échangé avec des experts, des producteurs, des soignants, une diversité d'acteurs, en a délibéré et a conventionné un certain nombre de vendeurs. Durant la première phase d'expérimentation, plus de 80 % des achats en Mona ont été faits pour des produits bio. Les fruits et légumes sont à l'honneur, mais avec la Mona, on peut se procurer une grande diversité de produits.

Le fonctionnement du Comité citoyen fait l'objet d'une grande attention car cela détermine la légitimité des choix qui sont faits. Il s'efforce d'être très démocratique, délibère et contrôle ses décisions jusqu'à leur mise en œuvre. Il faut préciser que la caisse bénéficie de subventions de la Ville et de la Métropole de Montpellier (entre autres financeurs) mais celles-ci ne sont pas présentes au sein du Comité citoyen. Certes, comme dans tout groupe, certaines personnes y acquièrent plus d'influence. Cela tient moins à leur niveau de revenus qu'à leur niveau de diplôme. Mais les méthodes d'animation, inspirée des principes de l'éducation populaire, permettent de limiter ces inégalités et globalement, il n'y a pas d'effritement de la motivation des participants y compris des plus précaires. La plupart d'entre eux disent s'y sentir à l'aise et être fiers de leurs réalisations.

Comment cette initiative est-elle née ?

Elle est née de la rencontre de personnes et d'associations. Des personnes comme moi, qui travaillais à l'époque avec le LERIS (Laboratoire d'étude et de recherche sur l'intervention sociale) et le Secours populaire sur la précarité alimentaire, mais aussi des chercheurs et chercheuses de la région et des associations, comme le réseau

Civam, Vrac & Cocinas et bien d'autres puisque plus de vingt organisations ont contribué à l'émergence de l'expérimentation. Une recherche-action a été engagée et a permis de co-élaborer le projet, entre habitants, acteurs et chercheurs, chemin faisant. En effet, un important travail de mobilisation citoyenne a été lancé, dans les quartiers, pour impliquer des habitants intéressés et lancer le Comité citoyen.

Ce qui nous a réunis, c'est une approche critique de l'aide alimentaire aux plus démunis, le souhait de transformer la charité en solidarité, de reconnaître le droit à l'alimentation comme un droit humain fondamental, d'en faire un enjeu de justice sociale, tant pour les mangeurs et mangeuses que pour les acteurs et actrices de l'alimentation, de favoriser des systèmes alimentaires plus durables, bref, de faire de l'alimentation un sujet politique. En ce sens, notre approche est systémique : l'alimentation doit satisfaire les besoins de toute la population en quantité et en qualité, offrir de bonnes conditions de travail aux producteurs et aux travailleurs, constituer un sujet de débat pour la société. Il s'agit également de gérer démocratiquement les décisions à prendre.

La projet a bénéficié à sa naissance d'un contexte favorable : celui de l'après-covid où l'étendue de la précarité alimentaire est apparue aux yeux des pouvoirs publics. Le contexte actuel, avec les restrictions budgétaires et les reculs que l'on observe dans le secteur agricole, est moins favorable à l'émergence de ce type d'initiative.

Pourtant, ses résultats sont probants ?

Tout à fait. Une équipe de recherche accompagne depuis le début le dispositif tout en y participant activement. Elle est attentive aux dynamiques démocratiques : modalités de prise de décision, augmentation du pouvoir d'agir des personnes engagées…

Elle a également noté une diminution assez nette de la précarité alimentaire : réduction du niveau d'incertitude et de stress des personnes précaires, amélioration de la qualité et de la diversité de leur alimentation (plus de produits frais, de fruits et de légumes, de produits bios…), redécouverte d'une sociabilité autour de l'alimentation, celle-ci devenant l'occasion de rencontres et d'échanges. Elle observe également comment, concrètement, ce type d'initiative peut changer la vie de certaines personnes, en améliorant la confiance en leurs propres capacités et en créant des lieux d'échanges de savoirs.

L'équipe a également perçu des effets sur l'offre de produits alimentaires. Actuellement, environ soixante-dix mille euros sont dépensés chaque mois en Mona. À l'échelle d'une agglomération, c'est peu, mais c'est suffisant pour dynamiser quelques échanges locaux, visibiliser les enjeux et donner à voir des effets potentiels en cas de massification de ces échanges.

Est-ce que ce type d'initiative peut provoquer des changements plus globaux ?

Il y a actuellement une cinquantaine d'initiatives en France qui se réclament de la sécurité sociale de l'alimentation . Cette montée en puissance a du sens. Elle montre un intérêt de la société et une volonté de

changement : c'est peut-être un mouvement social qui s'organise ! Mais le passage du local au national n'a rien d'automatique, les enjeux politiques sont majeurs. Nous réfléchissons actuellement à ce que l'approche par les communs pourrait apporter de développement à ce type d'expérience. Nous regardons également comment mieux articuler la Caisse avec d'autres initiatives tout aussi importantes en termes de Sécurité sociale de l'alimentation, comme les cantines de quartier, cuisines partagées, restaurants solidaires, certains groupements d'achat et épiceries associatives… Nous pensons à un service public de l'alimentation géré de manière démocratique. Tout cela reste encore à l'état d'ébauche de réflexion.

Ce qui est certain, c'est que ces initiatives locales attirent l'attention des pouvoirs publics, notamment au niveau de certaines collectivités. On nous regarde avec intérêt ou au moins avec curiosité et cela contribue à faire évoluer le regard porté sur les enjeux alimentaires. À terme, nous comptons sur l'appui d'autres acteurs comme ceux de la santé, qui tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme sur les coûts sanitaires d'une mauvaise alimentation : surpoids, diabète, cancers, etc. Des alliances sont à rechercher dans divers secteurs de la société pour faire avancer la cause de la démocratie alimentaire.

Recueilli par ***Pierre-Yves Guihéneuf***

[1] Voir le site du Collectif pour une Sécurité sociale de l'alimentation securite-sociale-alimentation.org.

[2] On parle de commun lorsqu'un groupe gère collectivement une ressource afin d'assurer, par un système de droits et de règles, son usage durable et son accès à tous ses membres. Voir à ce sujet l'article d'Hervé Defalvar « Pour une démocratie du faire commun ».

Pauline Scherer

Pauline Scherer est sociologue–intervenante au sein de l'association LaBoca, le Laboratoire des communs de l'alimentation à Montpellier. Par la recherche-action participative, elle interroge les questions de démocratie et de justice sociale dans l'alimentation et les systèmes alimentaires dans un contexte de nécessaire transformation. Elle s'intéresse aux inégalités d'accès à l'alimentation, aux enjeux de citoyenneté alimentaire, à la création de communs alimentaires et aux formes de solidarité démocratique. Le travail de recherche avec les premiers concernés, notamment les femmes, est au cœur de sa démarche, dans une perspective d'émancipation et de transformation sociale.